

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le choix nécessaire (*J. Humbert-Droz*). — Vers l'Unité d'action internationale (*Clara Zetkin*). — Le Mois en Russie : 15 mars-15 avril (*Pierre Pascal*). — Nécessité d'une culture marxiste (*Marcel Ollivier*).

Les tâches du 12^e Congrès du Parti communiste russe (*L. Trotsky*). — Une réponse à Lazzari (*G. Zinoviev*). — Syndicalisme révolutionnaire et Communisme (*R. Louzon*). — Héros et Martyrs du Communisme : Tomson (*R. Albert*).

Le Choix nécessaire

LES partis socialistes sont à la fois l'aile droite du mouvement ouvrier et l'aile gauche de la bourgeoisie. Le fait qu'ils appartiennent à deux classes fatalement en lutte, le rôle d'impossible trait d'union qui est le leur, expliquent les perpétuelles contradictions et les oscillations multiples de leur politique. Tantôt, revêtus de la livrée du laquais, ils servent la bourgeoisie en trahissant à son profit les intérêts du prolétariat, tantôt, ils se rangent aux côtés des révolutionnaires pour mener la bataille contre le capitalisme. Leur position les oblige à une pratique constante du front unique : à droite avec la bourgeoisie radicale, à gauche avec le communisme.

Sans doute, depuis qu'ils sont séparés de leurs éléments communistes, leur tendance générale, leur pratique préférée est le front unique à droite, la collaboration des classes. Mais ils recrutent leurs adhérents parmi la classe ouvrière ; leur importance et leur influence politiques, au sein même de la bourgeoisie qu'ils servent, dépendent de l'appui qu'ils ont encore dans le prolétariat ; c'est pour conserver cet appui qu'ils maintiennent leur façade de « lutte de classes », et c'est cette composition sociale de leurs cadres qui les oblige, à certaines heures de bataille ouvrière, à prendre place du même côté que nous de la barricade. C'est toujours sous la pres-

sion des masses prolétariennes et à leur corps défendant que les chefs réformistes pratiquent le front unique à gauche. On l'a vu récemment en Saxe et à la Conférence de Francfort, où le Parti Ledebour et les social-démocrates des conseils d'usine ont réalisé le front unique pour ne pas perdre, au profit des communistes, leur influence sur la classe ouvrière.

Ces réalisations partielles de front unique à gauche sont rares, les réformistes préfèrent aujourd'hui s'acoquiner à la bourgeoisie dite de gauche pour partager avec elle les portefeuilles ministériels. Systématiquement, ils repoussent nos propositions de front unique, parce que systématiquement ils recherchent la collaboration avec les partis bourgeois avancés. Ce front unique avec la bourgeoisie s'est exprimé ou s'exprimera par la collaboration ministérielle en Belgique, en Angleterre, en Suède, en Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne et ailleurs. En France, elle revêt actuellement la forme du bloc des gauches. Le Congrès de Lille qui devait définir sur ce point la politique du Parti socialiste a laissé la question sans solution. Mais plus éloquente qu'une résolution de Congrès est la collaboration quotidienne des socialistes de toutes nuances — de Renaudel à Longuet, Pioch et Paul Louis — à la presse du bloc des gauches. Renaudel fait partie du conseil de direction du *Quotidien*, avec Aulard, Ferdinand Buisson et d'autres personnalités du Parti

radical et de la Maçonnerie. Grumbach-Homo y fait la politique étrangère en même temps qu'au *Populaire*. Dans l'*Ere Nouvelle*, les articles de Longuet et de nombreux autres socialistes alternent avec ceux de Caillaux, de Painlevé, d'Herriot, du général Percin qu'on retrouve au *Journal du Peuple*, à côté de Besnard, Verdier, Totti !...

Voilà le front unique réalisé avec la bourgeoisie de gauche. Les socialistes n'ont pas assez de confiance dans le Parti communiste pour combattre avec lui contre l'impérialisme de Poincaré et pour la hausse des salaires, mais ils ont assez de confiance dans le Parti radical et radical-socialiste pour préparer les élections de l'an prochain sur une plateforme de collaboration de classes. Le principe n'en est pas fixé par un Congrès, mais la vie quotidienne suffit à sa large application.

Nous savons où conduit ce front unique. S'il ne conduisait qu'aux portefeuilles !... Mais c'est aux heures de lutte décisive, à la trahi-

son, au meurtre des ouvriers révolutionnaires, à la servitude absolue à l'égard de l'impérialisme.

Pilsudski et les mencheviks géorgiens, valets de l'impérialisme franco-anglais, Noske... évoquent le fatal aboutissement de la collaboration des classes.

Entre le front unique à droite et le front unique avec les communistes, le Parti socialiste a fait son choix. Il est engagé dans une collaboration étroite et quotidienne avec la bourgeoisie de gauche, c'est pourquoi il répond négativement à nos propositions, et cherche à faire diversion en parlant d'unité organique.

Nous ne nous lasserons point de lui faire confirmer son choix, sachant qu'un jour les ouvriers comprendront et retrouveront leur unité, la seule possible, leur unité de classe en lutte contre la bourgeoisie et ses valets.

Jules HUMBERT-DROZ.

Nécessité d'une Culture Marxiste

C'est un fait incontestable que, malgré tous les efforts qui ont été faits jusqu'à présent pour répandre en France les idées marxistes, l'œuvre de Marx est encore très peu connue du prolétariat français. Alors que d'autres pays, tels que l'Allemagne, la Russie, l'Italie même, possèdent une vaste littérature marxiste, comprenant non seulement les œuvres de Marx et d'Engels, mais encore les ouvrages des critiques, des vulgarisateurs et des successeurs des deux grands fondateurs du socialisme scientifique, c'est à peine si la France possède une demi-douzaine d'ouvrages de ce genre qui méritent d'être mentionnés. A part les ouvrages de Gabriel Deville, de Paul Lafargue et de Jules Guesde, qui sont ou des résumés ou des vulgarisations rapides des thèses générales de la doctrine de Marx. Il n'existe en France, pour ainsi dire, à peu près rien en fait de littérature marxiste. Quant aux ouvrages de Paul-Louis, quel que soit leur mérite en tant qu'essais pratiques d'application de la conception matérialiste de l'histoire, ils ne donnent qu'une idée très superficielle de l'essence même de la doctrine et de la pensée marxistes. Il ne faut donc pas s'étonner si les idées marxistes ont jusqu'ici si peu pénétré au sein du prolétariat français et de ses organisations, politiques ou syndicales. Par contre, nous pouvons y constater l'influence incontestée des idées de Fourier, de Proudhon, de Louis Blanc, de Blanqui, de Jaurès. Au cours de la période qui va de 1848 à la guerre mondiale, l'anarchisme et le socialisme utopiques, plus tard le syndicalisme révolutionnaire et le socialisme démocratique se partagent à peu près exclusivement la faveur du prolétariat français. La petite poignée de marxistes, groupés autour de Guesde et qui constituaient

le noyau du *Parti ouvrier français*, furent bientôt noyés au sein du nouveau Parti unifié, qui consacrera la victoire du « jauréssisme » sur le « guesdisme ». C'est ce qui explique pourquoi, en face de la pauvreté de la littérature marxiste, en France, nous assistons à un véritable foisonnement de livres et de brochures inspirés des idées anarchistes et du socialisme petit-bourgeois.

A quoi cela tient-il ? En premier lieu, à la lenteur relative du développement du régime capitaliste et de la concentration des entreprises en France, à la persistance des méthodes de production patriarcale et artisanale à côté des méthodes de production capitaliste, au nombre relativement élevé des petites et des moyennes exploitations, tant agricoles que commerciales ou industrielles, subsistant à côté des grandes exploitations modernes et, enfin, à l'influence persistante des idées de la Révolution française qui trouvèrent dans ce milieu de production petite-bourgeoise un terrain de développement particulièrement favorable. D'autre part, l'accroissement relativement lent du prolétariat et son état de dispersion ne permirent pas aussi vite qu'ailleurs la formation d'une idéologie purement prolétarienne, opposée à l'idéologie de la classe dominante. C'est ce qui explique pourquoi le prolétariat français est resté plus longtemps qu'ailleurs soumis à l'idéologie de la bourgeoisie, idéologie dont l'influence apparaît très nettement, tant dans les écrits de Proudhon que dans ceux de Jaurès. Cela explique pourquoi le prolétariat français est arrivé beaucoup plus tard que dans les autres pays à la notion de sa conscience de classe et à se créer une idéologie propre, indépendante de l'idéologie bourgeoise. Cela explique pourquoi le parti politique de la classe

ouvrière française ne s'est constitué qu'en 1905, alors que le parti social-démocrate allemand, par exemple, s'est constitué trente ans plus tôt, des 1875, au Congrès d'Erfurt. Cela explique pourquoi la Confédération Générale du Travail n'a été fondée qu'en 1891, alors que l'organisation allemande correspondante s'est constituée dès l'année 1863. Cela explique la faiblesse numérique de l'organisation économique de la classe ouvrière française, ne comprenant, en 1914, que 600.000 syndiqués, alors qu'à la même date, les syndicats allemands groupaient déjà 2.500.000 ouvriers organisés.

Ce sont des raisons du même ordre qui expliquent le revirement qui s'est produit depuis quelques années, au sein du prolétariat français, en faveur des idées marxistes. Les récents progrès de l'industrie française, provoqués par la guerre et les changements apportés par le Traité de Versailles dans la structure économique de la France, le développement considérable pris par l'industrie métallurgique française, en passe de devenir l'une des premières industries du monde, l'accélération du processus de concentration des entreprises, à laquelle nous assistons depuis quelques années et, par voie de conséquence, l'augmentation, tant absolue que relative, du nombre des ouvriers employés dans l'industrie, et la prédominance du prolétariat industriel sur les autres catégories du prolétariat, enfin, d'une façon générale, l'augmentation du chiffre de la population des villes par rapport à celle des campagnes, ont créé une situation nouvelle. D'autre part, l'influence de la Révolution russe, dont tous les leaders, sans exception, se réclament de l'enseignement marxiste, a eu pour résultat incontestable de populariser cet enseignement au sein des masses ouvrières. En ce sens, ce ne sera pas l'un des moindres mérites de l'Internationale Communiste que d'avoir mis à l'ordre du jour de l'activité communiste l'étude et la propagation de la doctrine marxiste. Il ne pouvait, d'ailleurs, en être autrement. Si elle ne l'avait pas fait, elle n'aurait pas été ce qu'elle prétend être, et ce qu'elle est en effet, à savoir : l'organisation internationale du prolétariat révolutionnaire en lutte pour sa libération.

C'est qu'en effet, la doctrine marxiste n'est pas seulement une doctrine sociale que le prolétariat doit s'assimiler pour réaliser sa libération et, en quelque sorte, étrangère à lui, c'est l'idéologie même du prolétariat en lutte pour sa libération. C'est pourquoi, s'il veut vaincre, il lui faut s'en pénétrer comme de quelque chose qui sort de lui, le reflet idéologique de sa propre lutte. En effet, la doctrine marxiste n'est autre chose que l'expression même du mouvement ouvrier. Pas de marxisme sans prolétariat, pas de prolétariat conscient sans marxisme. On pourrait dire aujourd'hui du marxisme ce que Marx disait en 1859 (Introduction à la *Critique de l'Economie politique*) de la philosophie : « De même, disait-il, que la philosophie est l'arme idéologique du prolétariat, de même le prolétariat est l'arme matérielle de la philosophie. » L'un ne va pas sans l'autre. Ils sont indissolubles comme étant les deux aspects complémentaires d'une seule et même réalité.

Mais le marxisme n'est pas seulement une doctrine : c'est à la fois une doctrine et une méthode. La doctrine est discutable, du point de vue de la « vérité absolue ». Mais la méthode se soustrait à cette sorte d'appréciation, du fait même qu'elle est une méthode, à savoir un moyen d'action. Et, en tant que telle, elle n'a rien à faire avec la « vérité absolue ». Le seul moyen d'en vérifier le bien-fondé, ce sont les résultats mêmes qu'elle permet d'obtenir. Méthode nouvelle de compréhension de

l'histoire, le matérialisme dialectique a contribué considérablement au progrès de la science historique. Mieux que cela, il a servi de ligne directrice au plus prodigieux mouvement social que le monde ait jamais vu. La tactique révolutionnaire qui en découle et qui a été adoptée par l'immense majorité des partis ouvriers de la terre est devenue le plus formidable moteur d'évolution sociale qu'on puisse imaginer. C'est grâce à elle que la Révolution russe a vaincu, c'est grâce à elle que le mouvement ouvrier se développe dans tous les pays du monde, malgré les arrêts momentanés qu'il faut subir. Le matérialisme dialectique, essence du marxisme, a donc fait ses preuves en tant qu'arme idéologique du prolétariat en lutte pour sa libération. C'est pourquoi répandre l'enseignement marxiste, c'est en même temps l'un des plus sûrs moyens de préparer la révolution sociale.

L'ancien Parti socialiste, essentiellement imbu d'idées démocratiques, avait négligé de répandre parmi les masses l'enseignement de Marx ou, s'il l'avait fait, il en avait dénaturé le sens révolutionnaire profond. Les socialistes de la 2^e Internationale considéraient le « Capital » comme une sorte de traité d'algèbre, contenant les lois de développement du régime capitaliste, conçus d'une façon purement mécanique. Ils n'avaient pas compris ce qui constitue l'essentiel de la doctrine marxiste, à savoir la théorie du mouvement dialectique de l'histoire. Pour eux, la lutte de classes n'était qu'un concept abstrait, complètement dénué de vie et de mouvement. C'est pourquoi, l'acceptant en « théorie », ils la trahirent en fait.

C'est le devoir du Parti communiste, enfin constitué, de rendre à l'enseignement de la doctrine marxiste la place qui lui revient et au marxisme lui-même sa signification véritable. Les communistes devront montrer que le marxisme n'est autre chose que l'expression même de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie et qu'il n'y a pas de lutte de classe sérieuse qui ne s'inspire plus ou moins des idées directrices de la doctrine marxiste, en tant que reflétant les lois de développement du mouvement ouvrier.

En effet, on ne le répétera jamais assez : les communistes ne proposent pas à la classe ouvrière un idéal spécial à réaliser, une « utopie » qu'il dépend d'elle d'accepter ou de rejeter ; ils ne font, selon la forte expression de Marx, que « mettre en liberté les éléments cachés au sein du développement social et les obliger à la danse en leur jouant leur propre mélodie ». Leur tâche, ce n'est pas d'« enseigner la vérité », ni d'« élever un drapeau dogmatique », mais de « montrer au prolétariat pour quels buts il lutte en réalité » ; c'est de « lui donner la conscience de ses propres aspirations et de sa propre lutte ». Les communistes ne défendent pas des intérêts distincts de ceux du prolétariat tout entier. Ils ne se placent pas au-dessus de la lutte des classes, mais se mêlent étroitement à elle, en s'efforçant de donner au prolétariat la conscience des conditions de cette lutte.

C'est à quoi tend, en réalité, la doctrine marxiste. Et c'est pourquoi, aussi longtemps que le prolétariat ne s'en sera pas assimilé les idées essentielles et qu'il n'en aura pas imprégné sa lutte, il est condamné à subir l'esclavage, matériel et intellectuel, de la bourgeoisie. Tout communiste, pour être à la hauteur de sa tâche, doit s'efforcer d'être un bon marxiste. La propagation de la culture marxiste, c'est, à l'heure actuelle, l'une des tâches essentielles du Parti communiste et la garantie la plus sûre de la victoire du prolétariat.

Marcel OLLIVIER.

LE MOIS EN RUSSIE

(15 Mars — 15 Avril)

Le trait tapageur du moment, c'est la campagne antireligieuse. Les journaux parlent d'églises fermées, d'écoles qui ont renoncé aux vacances de Pâques, d'usines — dans la province d'Odessa — qui veulent démonstrativement transporter le repos hebdomadaire du dimanche au lundi. La mascarade de la Noël, montée par les Jeunesses communistes, a fait quelque bruit, même à l'étranger. Il se publie à Moscou une revue illustrée à bon marché, intitulée : *le Sans-Dieu*, qui ridiculise les « popes » de toute dignité et de toute confession. Sa devanture, décorée d'affiches du même goût, est généralement assiégée de curieux. Sa verve n'épargne pas plus l'« Eglise vivante », récemment détachée, affichant un programme de réforme intérieure et de sympathie politique, que l'« Eglise de Tikhon », le patriarche qui doit prochainement être jugé au Tribunal révolutionnaire. Le succès semble grand : il n'en est rien au fond. Ce n'est pas une nouveauté pour le peuple russe de se moquer de ses prêtres. Un des enquêteurs envoyés ces temps derniers dans les campagnes pour étudier à fond quelques cantons, raconte dans sa relation qu'il a entendu en une soirée, de la bouche des paysans, plus d'histoires plaisantes sur le compte du clergé que dix *Sans-Dieu* n'en peuvent imprimer en un an. Ce qui n'affecte aucunement leur croyance assez vague et ne les empêche pas, ajoute-t-il, jeunes et vieux, de porter fidèlement à leur pope pouds de farine, œufs et poulets. Ensuite, ce que peut perdre l'Eglise traditionnelle risque d'aller aux sectes, qui ont toujours foisonné en Russie ; le même témoin constate déjà le succès des « baptistes », qui répandent l'Evangile et font la guerre à la « samagonka » (fléau des campagnes, l'alcool de grain distillé grossièrement). Ce n'est pas non plus avec des articles d'histoire des religions, d'ailleurs simplistes, accolant Mithra et je ne sais quelles autres divinités de diverses époques au Christ, ni en dénonçant, comme Siemachko, les dangers de contagion du baiser de Pâques et de la communion, que les doctrinaires acharnés contre l'esprit religieux arriveront à leurs fins.

Un fait plus positif à signaler est une reprise sérieuse de l'enseignement primaire. Les écoles, mises à mal par les débuts de la nouvelle politique, reprennent vie. Les budgets provinciaux leur affectent généralement un tiers de leurs ressources : c'est le mot d'ordre donné. Le sort des instituteurs, longtemps misérable, s'améliore. La *Pravda* avait ouvert un « concours » du meilleur et du pire directeur d'usine. Elle vient de lancer maintenant un concours du meilleur maître d'école. Des primes, en livres et abonnements aux journaux et revues, sont offertes aux instituteurs qui seront jugés les plus dignes et aux correspondants qui auront raconté leurs mérites. Le concours a

été soigneusement préparé : pendant plusieurs semaines, des notices ont expliqué comment il fallait écrire et comment il ne fallait pas écrire. Les réponses commencent à arriver, et on comprend en les lisant l'utilité de pareilles consultations : la Russie est si vaste que bien des impuretés crévent les yeux dans les capitales, et des milliers d'efforts admirables et féconds se perdent dans le lointain. Ce sont eux pourtant qui font de leur masse multipliée la victoire de la révolution. Il apparaît que les instituteurs ont aussi leur part. Voici le premier récit :

Dans la province de Tver, B. Pankov, aujourd'hui vingt-neuf ans, sortant de l'Armée rouge, groupe une quinzaine de fils d'ouvriers et de paysans classés comme anormaux et prend possession avec eux de l'ancienne villa d'un riche marchand, ruinée par les paysans. Il ne restait que les murs et le toit. Les premiers temps, on dormit et on mangea à la belle étoile. On travailla surtout avec le strict minimum de ressources ; bientôt apparurent planches, portes, fenêtres, poêles, tables, bancs, rayonnages. Ensuite, on commença à s'intruire, tout en améliorant l'installation. Il y a aujourd'hui, après deux ans et demi, station météorologique, bains, serre et orangerie, champs d'expériences, potager, ateliers. Les enfants soignant anormaux sont apparus tout ce qu'il y a de plus normalement doués et suivent le programme des écoles secondaires d'agriculture. L'enseignement est moins didactique que réel : excursions, expériences, travail. L'été dernier, les élèves ont construit un petit bateau et remonté la Volga sur une centaine de verstes, observant et étudiant la nature avec leur maître et ami Pankov. Ils ont monté des cabinets de physique et de sciences naturelles, rassemblé des collections de minéraux, de plantes et d'insectes. Bien entendu, ils mènent eux-mêmes toute l'exploitation, et les paysans, qui d'abord regardaient d'un oeil torve le domaine échappé de leurs mains, viennent maintenant demander des conseils, regarder la culture à dix assolements, étudier de nouvelles plantations, etc. Lénine a dit un jour : « Organisons un canton de façon irréprochable, et ce sera énorme ». Une école est moins encore, et pourtant, l'influence de Pankov et de son œuvre se répand dans les environs, dans le district, dans la province.

Le Conseil des Commissaires du Peuple a publié, les 12 et 13 avril, un document essentiel pour l'organisation de l'industrie, le « décret sur les trusts ». Définition du trust en Russie : une unité industrielle complexe appartenant à l'Etat, à laquelle ce dernier accorde l'autonomie de ses opérations conformément à un règlement défini pour chacune, et qui fonctionne sur le pied commercial aux fins de retirer un bénéfice. L'Etat ne ré-

pond pas de ses dettes. Elle est personne juridique. Elle reçoit à sa naissance un avoir dûment inventorié et estimé en roubles-or, qui est son capital fondamental et de roulement. Ensuite, l'Etat peut lui accorder des prêts à longue échéance à des conditions déterminées par contrat, en dehors du crédit bancaire ordinaire, ou des obligations, autorisées, mais en règle générale non garanties par l'Etat, que le trust peut émettre. Le capital privé n'est pas admis à participer au trust, à moins que celui-ci ne soit transformé en « Société mixte ». Au Conseil supérieur d'Economie nationale appartiennent en gros : 1° les opérations pouvant affecter le capital fondamental ; 2° la nomination du Conseil d'administration et de deux des membres de la commission de revision ; 3° l'approbation du plan d'opérations annuel ; 4° la répartition du bénéfice. Le Conseil d'administration, désigné pour un an et présidé par le directeur élu par lui, est responsable disciplinairement et judiciairement de la bonne gestion et a toute liberté pour l'exécution du plan de fabrication, l'achat et la vente, les locations, l'acceptation de commandes, l'établissement du bilan annuel. Le syndicat nomme le troisième membre de la commission de revision. Tout le bénéfice du trust est porté au compte de l'Etat, sauf 20 % pour le fonds de réserve, les tantièmes du Conseil d'administration et les primes du personnel. Les trusts sont soumis aux mêmes impôts que les entreprises particulières, mais fixent eux-mêmes leurs prix de vente, sauf exceptions. Ils doivent donner la préférence aux entreprises d'Etat.

Ainsi est défini le régime des trusts. Ce qui est en discussion maintenant, ce sont les rapports entre ces trusts et les entreprises en faisant partie : la question est étudiée dans une société des « directeurs rouges », c'est-à-dire communistes ou sympathisants, formée sous le patronage de la *Pravda*. Elle le sera encore au Congrès du Parti.

La vie politique est concentrée autour de la préparation de ce Congrès. Cette préparation se fait d'abord par les Congrès locaux, ensuite par la discussion dans la presse. Au Congrès de Moscou, Kamenev ; à la Conférence de l'Ukraine, Trotsky, ont traité « le moment présent ». Il n'est pas utile d'insister sur ces discours, puisque les mêmes matières feront l'objet des débats du Congrès Panrusse. Quant à la discussion, elle roule principalement sur la question soulevée par Lénine : transformation du contrôle, fusion plus étroite du parti et des administrations d'Etat. Ossinski, connu depuis longtemps comme caractère indépendant et théoricien quelquefois trop abstrait, d'ailleurs bon administrateur dans la province de Toula et au Commissariat de l'Agriculture, reproche à Lénine une théorie d'après laquelle la gestion immédiate des affaires devrait appartenir aux « spécialistes » bourgeois, et le contrôle seul aux communistes. Il propose, en outre, une complète réforme du Comité central du Peuple. Kamenev, après un article de pure polémique, vient enfin de lui donner la seule réponse juste : Lénine, ni personne d'ailleurs, n'a jamais soutenu une théorie semblable. Il faut dire qu'Ossinski lui-même reconnaît que Lénine ne lui a sans doute jamais attribué d'autre

sens que celui d'un contrepois à la tendance contraire, celle de l'« omniscience communiste », de façon à faire triompher le juste milieu. Krassine, de son côté, oppose au contrôle la production, qui doit tout primer. Dans son premier article, il semblait nier tout contrôle ; Martynov, un des vieux fondateurs de la social-démocratie russe, devenu menchevik et rallié tout dernièrement au communisme, lui a rappelé que le jour n'était pas arrivé de négliger la politique pour l'économique, et Krassine vient de préciser qu'il n'a jamais attaqué l'existence du contrôle, mais seulement son abus. En ce sens, l'avertissement est très précieux. Il ressort de ces joutes préliminaires que les divergences qui s'y sont manifestées ne reposent sur aucun désaccord grave et seront facilement aplanies au Congrès.

Kamenev a accusé Ossinski de « revision du léninisme » ; Ossinski accuse Kamenev d'accepter comme argent comptant toute parole de Lénine. Ce qui est à noter, c'est que le « léninisme » est désormais érigé en théorie. La chose est d'ailleurs absolument juste, puisqu'elle correspond à une réalité ancienne, mais jusqu'ici non proclamée. Le léninisme pouvait être confondu avec le marxisme dans la lutte contre le social-patriotisme et l'opportunisme de tout acabit : aujourd'hui, ces monstres sont démasqués ; il est juste d'insister moins sur ce que Lénine a emprunté de Marx que sur ce qu'il a lui-même apporté. Marx a fourni la méthode des études sociales et la théorie de la société capitaliste de son temps. Lénine, à une époque nouvelle, a continué cette théorie et y a joint la *tactique* de la lutte de classes, du renversement de l'Etat capitaliste, de la conduite de l'Etat prolétarien. Marx n'avait pas idée des Soviets, il a eu fort peu à réfléchir sur le problème agraire, sur les rapports entre le prolétariat et les paysans, sur le rôle des syndicats ; la marche de l'histoire a fait surgir ces questions et Lénine les a résolues d'une certaine façon. Il y a donc un léninisme. La vérité, c'est qu'il présente à l'étude de bien autres difficultés que le marxisme : celui-ci, étant théorie, est exposé systématiquement dans un nombre donné de volumes ; celui-là, étant tactique et pratique, doit se déduire d'une multitude à la fois d'actes et d'écrits, lesquels sont eux-mêmes des actes et sont aussi malaisés à systématiser. Il faut dégager les idées générales, il faut suivre leur adaptation aux conditions de la lutte, il faut se garder de trop abstraire, mais rester dans l'histoire, et en même temps relever les enseignements qui restent vrais pour l'avenir. Ces réserves faites, tous les communistes doivent se féliciter de la résolution du Congrès provincial de Moscou d'ouvrir un Institut Lénine pour poser les fondements de la nouvelle doctrine du prolétariat : le « léninisme ». C'est bien autre chose qu'un hommage à un homme : c'est la reconnaissance longtemps différée, qui sait ? peut-être sur ses instances, d'une réalité. Aucune étude mieux que celle de la tactique de Lénine avant et pendant la Révolution ne saurait instruire le prolétariat des moyens de conquérir et de conserver le pouvoir.

Pierre PASCAL.

Vers l'Unité d'Action Internationale

Ce n'étaient pas des organisations centrales qui négociaient à Francfort les conditions d'une action commune, mais les représentants librement désignés des travailleurs de l'atelier, de la fabrique, de la mine, de la forge, des grandes maisons de commerce des bureaux. Et ce sont eux qui ont affirmé leur volonté d'unité. C'est là un grand progrès. Les nombreux messages reçus par la Conférence de Francfort nous le confirment. Tous constituent des documents précieux d'une volonté, ressuscitée, d'action commune.

La conférence de Francfort a invité les masses à remplir quelques devoirs concrets qui doivent unir tous ceux qui travaillent.

Prolétaires, hommes et femmes de tous les pays, de toutes les professions, de tous les partis, de toutes les organisations syndicales, sociales et religieuses, unissez-vous ! Unissez-vous contre la guerre et contre le danger de guerre ! Que le souvenir d'août 1914 vous soit un avertissement ! L'occupation de la Ruhr manifeste le conflit des forbans capitalistes entre eux et annonce une guerre nouvelle qui serait un cataclysme. Unissez-vous contre le fascisme ! Que l'exemple italien vous suffise. Sa propre législation ne suffit plus à la bourgeoisie pour vous maintenir dans l'exploitation. Elle a recours à de nouvelles méthodes de violence. Il s'agit de votre salut. La guerre à la guerre, l'action contre l'occupation de la Ruhr, contre le morcellement de l'Allemagne, contre la colonisation de l'Allemagne, contre le fascisme, constituent pour vous une défensive impérieusement nécessaire. Si vous ne vous défendez pas, si vous n'êtes pas les plus forts, sachez que l'ennemi de classe est impitoyable. »

La conscience de ces faits a suscité l'inébranlable volonté des travailleurs communistes et non communistes.

Nous avons envisagé toutes les possibilités pratiques pour la mobilisation des masses et la formation d'un front uni prolétarien auquel rien ne résisterait : depuis la propagande quotidienne qui éclaire et instruit, jusqu'à la grève générale, jusqu'à l'arrêt des transports, jusqu'à l'insurrection. Depuis l'action parlementaire, depuis l'utilisation de toutes les libertés démocratiques, jusqu'à l'emploi de la force contre la force, jusqu'à la violence collective des masses organisées. Depuis le groupement local jusqu'aux fraternelles internationales. Nos moyens correspondent à tous les aspects de la vie des masses. Francfort a été un appel à l'activité créatrice de tous.

Les dirigeants réformistes ont fait plus que repousser notre invitation. Ils ont fait leur possible pour

faire échouer notre effort et font leur possible pour empêcher l'application de nos résolutions. La première tentative de réalisation du front uni a échoué naguère parce que les Macdonald, les Wells, les Fritz Adler le voulaient.

Malgré leur résistance, l'histoire du mouvement ouvrier est entrée dans une nouvelle phase : celle de la poussée des masses pour le front uni, dont la conférence de Francfort a été l'outil et l'expression. Les progrès accomplis en moins d'une année dans la voie de l'unité d'action du prolétariat international en font foi. Ils signifient que les foules s'émancipent de l'empire spirituel et politique des grands chefs du réformisme fidèles au service de la bourgeoisie. Plutôt Cuno, Poincaré, Bonar Law, Mussolini que Lénine et le Communisme ! Plutôt la coalition avec la bourgeoisie que le front uni avec les communistes ! Dans cette folie des réformistes il y a quelque raison : celle qu'y mettent la peur et la haine de la révolution.

Après la guerre franco-allemande et après que la bourgeoisie française eut noyé dans le sang, avec le concours du vainqueur allemand, la glorieuse Commune de Paris, il fallut dix-huit ans pour qu'en 1889 le congrès de Paris créât la II^e Internationale, pour que les travailleurs français et allemands pussent se serrer la main. Au congrès de Paris, les délégués des ouvriers allemands étaient sous le coup des lois anti-socialistes édictées dans leur patrie victorieuse.

Cinq années à peine se sont écoulées depuis la fin de la tuerie impérialiste et depuis que les soldats de la bourgeoisie allemande vaincus ont noyé dans le sang, grâce aux Ebert-Scheidemann-Haase-Noske, les premiers soulèvements révolutionnaires du prolétariat. Et l'unité internationale du prolétariat se refait. Mais à présent c'est de France victorieuse que viennent en Allemagne des communistes traqués par la police. Et l'Internationale communiste, et la Russie des Soviets, première République des ouvriers et des paysans, prennent place à côté des deux peuples travailleurs aux prises, les premiers, avec le danger de la guerre créé par l'occupation de la Ruhr.

Les événements vont vite. Les crimes que la bourgeoisie accumule pour tenir ne font qu'annoncer sa fin. Les classes possédantes ne sont plus fortes que parce que le prolétariat se croit trop faible pour leur résister, les combattre et les vaincre. L'œuvre ébauchée à Francfort doit donc être inlassablement continuée et se transformer en une action de millions de prolétaires animés d'une volonté inébranlable et unanime !

Clara ZETKIN.

Les tâches du XII^e Congrès du Parti Communiste russe

Extraits du discours prononcé par L. Trotsky au Congrès communiste panukrainien de Kharkhov.

La production nationaliste

Tant que notre production restera — disons-le tout net — en déficit, tant qu'elle vivra au compte du budget et des impôts, elle ne fera, en demandant des fonds de roulement, que demander l'irréalisable...

J'ai dit, camarades, que notre production était en déficit, et je ne doute pas que nos ennemis impérialistes et mencheviks se saisissent de cette déclaration. Peu importe. Nous avons l'habitude de nous dire nous-mêmes la vérité. Dans son ensemble, notre industrie est encore en déficit, bien que l'industrie légère — le textile — se flatte d'avoir déjà des bénéfices. A ce propos, il faut quelques explications historiques. La révolution est coûteuse. Depuis 1917, notre vie économique a baissé. Nous sommes beaucoup plus pauvres que l'ancien régime ne l'était dans ses dernières années. C'est une loi de l'histoire : chaque révolution amène au pouvoir une classe victorieuse qui commence son œuvre à un niveau économique inférieur à celui du régime vaincu à la veille de sa chute. La guerre civile est destructrice. On peut dire que la révolution coûte trop cher, et c'est l'avis des classes contre lesquelles elle est dirigée. Mais le prolétariat compte que ses frais lui seront, tôt ou tard, remboursés au centuple...

Seulement, il ne faut pas que nous prenions l'habitude d'avoir un bilan déficitaire. Nous avons payé la transition du communisme à la *Nep*. Nous devons maintenant avoir une industrie qui rende et pour cela il faut passer à un travail rigoureusement systématisé, à une fiscalité organisée, intelligente, qui tienne ce qu'elle promet.

Le Parti et l'Etat

Vladimir Ilitch a dernièrement parlé, dans ses articles, de notre Etat. Reconnaissons-le : personne n'aurait eu le courage d'en parler en ces termes, en des termes que l'on ne répète même pas volontiers... Vladimir Ilitch écrit de notre mécanisme gouvernemental qu'il est très voisin de celui du tsarisme — ni plus ni moins. Repeint, aux couleurs soviétistes, c'est toujours, dit-il, le même mécanisme bureaucratique. — Et voilà un œuf de Pâques offert au menchevisme international !

Quels sont les coupables ? Cet Etat, les Soviétiques l'ont formé, les Soviétiques dirigés par le Parti. D'où viennent ses défauts ? Comme il y a une foule de choses que nous ne savons pas faire et comme il faut pourtant les faire, force nous est d'employer des gens ayant des compétences ou des demi-compétences, et qui n'ont souvent que peu de bonne volonté ou pas du tout. Nous avons

construit notre Etat avec de jeunes communistes d'une abnégation complète, mais égalée par leur inexpérience, avec des fonctionnaires indifférents, avec des spécialistes chevronnés, sachant parfois saboter d'une façon irréprochable. Pouvons-nous renoncer à leur collaboration ? Certes non. Tenons compte du temps, comprenons qu'il est difficile de remplacer en cinq ans une société par une autre, et que les grandes tâches doivent être abordées avec système.

Le plan de Lénine, en ce moment accepté par l'immense majorité du Parti, consiste à aborder systématiquement la transformation de notre Etat. Comment ? Par le parti qui l'a créé. Le parti a donc besoin d'un mécanisme approprié à la surveillance de l'Etat, qui le palpe et le sonde, et qui soit à la fois moral, politique et pratique. Telle doit être la nouvelle Inspection ouvrière, combinée avec notre Commission centrale de Contrôle.

Le devoir du Parti

Notre parti doit exiger de plus en plus énergiquement de l'Etat et de toutes ses administrations qu'ils apprennent à travailler systématiquement selon un plan établi, qu'ils apprennent à arrêter un plan, à prévoir l'avenir, à ne plus marcher au hasard, à former leurs collaborateurs dans les cadres de ce plan et à les enrichir d'expérience. Dans le but de transformer notre Etat, formons de toutes nos institutions des établissements d'éducation communiste-soviétiste dont sortiront les nouvelles générations de techniciens ouvriers et paysans qui sauront incarner les intérêts de l'Etat ouvrier et paysan et marcher vers son but.

La Question des Nationalités

La psychologie nationale est un explosif révolutionnaire dans certains cas, et une force explosive, contre-révolutionnaire dans d'autres, énorme toujours. Rappelons-nous l'usage que la bourgeoisie a su faire, pendant la guerre, de cette dynamite. Rappelons-nous comment la bourgeoisie a mobilisé le prolétariat pour la défense de ses intérêts nationaux. L'expérience diabolique a réussi contre nous. La bourgeoisie a su employer l'explosif nationaliste pour les fins de l'impérialisme. Mais elle a suscité en Orient, aux Indes, en Chine, de vastes mouvements qui se dressent maintenant contre elle et accumulent des explosifs révolutionnaires d'une puissance formidable.

Dans notre édification soviétiste, les forces du nationalisme peuvent être dirigées pour ou contre la révolution. Si nous ne savons pas approcher le paysan ukrainien, comprendre sa mentalité,

connaître sa langue, nous susciterons peut-être des mouvements tels que ceux de Pétlioura, mais plus dangereux, parce que plus profonds. Le paysan ukrainien multiplierait toutes ses raisons d'être mécontent par le coefficient national, et ce serait terriblement dangereux ! Mais le paysan ukrainien voit et sent que le Parti communiste et le pouvoir des Soviets l'abordent avec une bonne volonté, le comprennent et lui disent : « Nous te donnons tout ce que nous pouvons te donner, nous voulons t'aider à monter, nous voulons t'aider à accéder, dans ta propre langue maternelle, aux bienfaits de la culture. Toutes les administrations de l'Etat, la Poste et les Chemins de fer, doivent parler ta langue, parce que tu es chez toi, dans ton Etat ». Le paysan comprendra.

Nous n'avons pas encore résolu la question nationale comme nous n'avons encore résolu positivement aucune question ni économique, ni de culture intellectuelle. Nous avons seulement réalisé les conditions préalables, révolutionnaires, des solutions voulues. Nous avons détruit le tsarisme, prison des nationalités. Il nous appartient maintenant de faire de l'égalité des peuples libérés la réalité pratique quotidienne.

La vigueur du Parti

L'année écoulée a fortifié le parti, qui s'est épuré d'éléments étrangers et enrichi d'éléments prolétariens. Le Parti, en présence de la *Nep*, a trop bien barricadé ses portes. Il peut offrir plus de facilités d'accès aux travailleurs de l'usine. La prépondérance de plus en plus manifeste des éléments prolétariens dans le parti est pour lui une garantie de vigueur. Nous en voyons une autre dans son influence grandissante sur la jeunesse ouvrière.

Lénine

Quant à la clarté de la pensée et à la fermeté de volonté, notre parti a traversé cette année une épreuve de plus, une lourde épreuve qui pèse encore sur tous les esprits. Je veux parler de la maladie de Vladimir Ilitch. Au début de mars, elle s'aggrava. Le Bureau politique se réunit afin d'en informer le parti et le pays. Je vous laisse à penser ce que nous éprouvions à ce moment-là ! Nous pensions non seulement à Lénine, dont chaque battement de cœur nous est précieux, mais à l'impression que produirait sur la classe ouvrière et le parti la mauvaise nouvelle. Nul d'entre nous ne doutait qu'elle serait largement utilisée par nos ennemis, mais nul d'entre nous ne doutait qu'il fallait, néanmoins, dire toute la vérité.

Dans notre parti, collectivité d'un demi-million d'hommes, pourvue d'une grande expérience, Lénine occupe une place à part. Il n'y a pas eu dans l'histoire de personnalité dont l'importance ait été aussi grande pour un pays ou pour l'humanité. Le fait qu'il ne puisse plus travailler et que son état de santé fut grave ne pouvait pas ne pas

nous inspirer de grandes anxiétés politiques. Certes, nous savons qu'il n'y a pas

«... de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun... »

mais cela n'est vrai qu'en fin de compte. S'il n'y avait eu ni Marx, ni Lénine, la classe ouvrière eût conçu ses méthodes, formulé sa pensée, lutté et vaincu tout de même, mais avec plus de lenteur. Le fait qu'elle a formé Marx et Lénine lui confère un immense avantage. Or, cette année, Lénine n'a pu nous prêter, au travail, qu'un concours partiel. Tout dernièrement, il nous a donné quelques rappels et quelques directives — sur la paysannerie, l'Etat, la question nationale, — qui nous suffiront pour quelques années. Il fallait pourtant publier l'aggravation de son état de santé. Comment réagirait le parti, comment réagiraient les masses paysannes, pour qui Lénine représente un inappréciable capital moral ? C'est dans ces heures de crise qu'on juge la valeur morale d'un parti, la force de son unité et de sa discipline en présence même de l'élément humain, trop humain... Depuis un moment déjà, Lénine a quitté le travail. Le parti a serré ses rangs, écarté tout ce qui pouvait le diviser, diminuer la clarté de sa pensée, diminuer sa combativité.

Le problème du rôle de l'individualité dans l'histoire, que nous étudions jadis en prison et en exil se pose ainsi pratiquement devant le soldat rouge, l'ouvrier, le paysan. Nos militants le posent et y répondent : « Un génie naît par siècle et l'histoire n'en connaît que deux qui se soient mis à la tête du prolétariat : Marx et Lénine. Le parti le plus puissant et le plus unanime ne peut pas créer un homme de génie, mais il peut s'efforcer de le remplacer en redoublant l'effort collectif ». Telle est la théorie du rôle de l'individualité et de l'effort collectif que nos commissaires politiques exposent aux soldats rouges. Elle est juste. Lénine, en ce moment, ne travaille plus. Du premier au dernier, travaillons double !

Nous sommes des Révolutionnaires de la tête aux pieds

A notre XII^e Congrès, notre premier congrès sans Lénine depuis la Révolution d'Octobre, répétons-nous les règles essentielles qu'il faut graver dans notre conscience :

Ne nous immobilisons pas ; souvenons-nous de l'art des mouvements brusques ; manœuvrons, mais ne nous désagrégeons pas ; concluons des alliances temporaires ou durables, mais ne permettons pas à nos alliés de s'introduire dans notre parti, restons nous-mêmes, restons l'avant-garde de la révolution mondiale.

Et lorsque le tocsin retentira en Occident — il y retentira infailliblement — si même nous sommes complètement absorbés, semble-t-il, dans les calculs, les bilans et la *Nep*, nous répondrons à l'appel sans délai ni hésitation : « Nous sommes des révolutionnaires de la tête aux pieds, nous l'avons toujours été et nous le resterons jusqu'à la fin ! »

Léon TROTSKY.

Une réponse de Zinoviev à Lazzari

L'article suivant, de Zinoviev, publié dans la Pravda du 15 avril, a été écrit à la veille de l'ouverture du Congrès de Milan. Il montre que l'Internationale communiste avait dénoncé les manœuvres par lesquelles les Vella et les Nenni ont réussi à s'assurer, dans le P. S. italien, une majorité éphémère.

Ajoutons que la presse fasciste se félicite ouvertement de la victoire remportée par Vella et Nenni. Elle y voit le résultat de la révolte du sentiment national contre le « joug de Moscou ». Naturellement !

Notre article sur la situation intérieure du P. S. italien a été passablement désagréable aux ennemis de l'Internationale Communiste, qui trouvent encore refuge dans le parti. La réaction qu'il a provoquée de la part des antifusionnistes prouve qu'il y a parmi ces derniers, en même temps que des adversaires de la fusion immédiate avec le Parti communiste, des adversaires de principe de l'I. C.

Dans la lettre ouverte qu'il m'adresse, le camarade Lazzari affirme que ces derniers ne constituent qu'une petite minorité. Nous le croyons volontiers. S'il était possible de consulter, malgré la terreur fasciste, les travailleurs socialistes italiens, nous sommes convaincus que les neuf dixièmes d'entre eux se déclareraient pour l'I. C., c'est-à-dire pour la fusion avec les communistes. Mais lorsqu'il s'agit des leaders, il en est tout autrement que ne le croit notre ami Lazzari. Il ne faut pas oublier que le petit groupe des antifusionnistes a tout de même réussi à amener le parti à déclarer l'*Avanti* « neutre » en présence des tendances.

Que veut dire la neutralité dans une semblable question ? La neutralité, quand il faut être pour ou contre l'Internationale communiste, équivaut à l'hostilité déguisée envers l'Internationale.

Nous avons déjà dit que les véritables liquidateurs du Parti communiste italien sont au « Comité de Défense », — contre la fusion — Lazzari s'en convaincra bientôt.

Les exigences des antifusionnistes extrêmes qui voulaient la réunion immédiate du congrès sont tout à fait étranges. Et l'on ne comprend pas pourquoi la direction du P. S. les a satisfaites. Car il est évident que le moment où les persécutions du gouvernement Mussolini vont croissant, où la vie des sections est tout à fait impossible, où des centaines de bons militants sont dans les cachots, n'est pas le plus favorable à la réunion d'un congrès. Les ouvriers italiens pensent à tout ce que l'on voudra sans aux congrès. Leur demander en ce moment l'accomplissement de toutes les formalités requises par les statuts des partis, c'est imiter Shylock.

Les statuts des partis sont faits pour servir la cause révolutionnaire, et le contraire n'est pas vrai. Quiconque connaît d'un peu près la situation actuelle du mouvement ouvrier italien, conviendra que le P.S.I. a des tâches plus urgentes que la convocation d'un congrès conforme à toutes les règles statutaires. Ou nous serions tenus d'être agréables à Mussolini !

Nous prions instamment le camarade Lazzari de réfléchir aux raisons pour lesquelles les adversaires les plus résolus de la fusion demandent la réunion immédiate du congrès du parti. Si Lazzari a raison, si les adversaires de l'I. C. ne sont qu'une

infime minorité, quoi de plus simple ? Il faut les réduire à l'impuissance de nuire, ne pas leur permettre de convoquer un congrès sous les coups du fascisme, et par là même, de scinder le parti.

Lazzari nous dit qu'il est inadmissible de demander la fusion par absorption pure et simple de l'un des partis, notamment du P. S. Nous ferons observer à Lazzari que lorsqu'une organisation révolutionnaire se fond avec une autre, plus grande, poursuivant les mêmes buts et même des buts plus hauts, on ne peut pas considérer cette fusion comme une disparition pure et simple de l'un des deux partis. Lorsqu'un congrès de fusion deviendra possible, les membres du P. S. I. pourront y jeter dans la balance tout le poids de leur influence. Nul ne peut priver les socialistes italiens de l'influence légitime qui leur sera assurée dans le futur Parti unifié par leur nombre, leur énergie, leur expérience politique, etc. Nous avons observé, naguère, les mêmes faits en Allemagne, lors de la fusion des indépendants de gauche avec les communistes.

Nous disions au camarade Lazzari, dans notre précédent article, de ne pas attribuer trop d'importance à l'appellation de *Parti Socialiste* et de consentir à ce que le futur parti, résultant de la fusion, s'appelât Parti Communiste Unifié, comme l'exigent les statuts de l'I.C. Lazzari nous objecte que la République des Soviets s'appelle *socialiste*. Ce n'est pas pour rien ! écrit Lazzari. Certes. Il y a dans notre République des Soviets un Parti communiste ouvrier qui travaille pour le communisme. Mais notre pays, dans son entier, comprend, outre les ouvriers, plus de 10 millions de paysans. Notre pays, dans son entier, n'est pas encore à la hauteur de l'Etat communiste. Il ne fait encore que traverser les premières étapes de l'Etat socialiste. En Italie, par contre, vous avez, pour le moment, affaire au gouvernement bourgeois fasciste de Mussolini. Et la première condition pour ériger en Italie une république socialiste, c'est d'y créer un Parti communiste. Est-ce donc si difficile à comprendre ?

Trêve d'illusions, camarade Lazzari ! Le danger est grand pour le Parti socialiste italien. Pour les antifusionnistes extrêmes, il s'agit non de l'appellation du parti, mais de son contenu. Ce sont des ennemis du communisme, des ennemis principaux de l'I. C. Ils se situent entre le réformisme et le communisme. En d'autres termes, ce sont des centristes. Il faut le voir nettement, faute de quoi le P.S.I. irait vers de nouveaux malheurs. Encore quelques coups adroitement portés par Mussolini, et les ennemis de l'I. C. se trouveront peut-être les plus forts dans le P.S.I. actuel. Le régime actuel de Mussolini semble créé expressément pour permettre aux demi-réformistes d'accomplir dans le Parti socialiste italien toute une révolution ou plus exactement toute une contre-révolution. Soyez vigilant, camarade Lazzari ! Nous ne discutons avec vous et vos amis que sur la date de la fusion. Il ne s'agit pour vous que de choisir le moment. Nous nous entendrons, certainement. Mais avec les centristes, nous ne nous entendrons jamais.

Lazzari propose d'instituer, pour commencer, une Union fédérative des deux partis. Nous pourrions y consentir, si cette mesure devait être le premier pas vers l'union réelle de toutes les forces prolétariennes de l'Italie. Les résolutions du 4^e Con-

grès de Moscou restent naturellement en vigueur. La contre-révolution fasciste a entravé leur rapide application et rendu nécessaire une préparation beaucoup plus lente de la fusion. Nous ne pouvons pas taire non plus que les dirigeants du Parti communiste italien sont en partie responsables du retard apporté à l'application des résolutions du 4^e Congrès. S'ils avaient, au moment du 4^e Congrès même, soutenu de toute leur énergie les propositions de l'Exécutif, les ouvriers révolutionnaires d'Italie seraient probablement maintenant en meilleure situation.

Nous devons maintenant être patients et appliquer dans des circonstances beaucoup plus difficiles les décisions prises. Les 14 points établis par le 4^e Congrès restent donc en vigueur. Les amis sincères de l'Internationale communiste ne se laisseront pas décourager par les difficultés actuelles. Quelle que soit la résistance des ennemis du prolétariat italien payé ses fautes ; il acquiert, en revanche, une expérience précieuse. Nous sommes bien convaincus que les ouvriers socialistes italiens ap-

précieront dès maintenant, comme il sied, la trahison manifeste de Turati et de d'Aragona et aussi les manœuvres voilées des adversaires de l'I. C. qui se dissimulent en ce moment dans le P.S.I. Les travailleurs italiens et tous ceux qui sont sincèrement attachés à l'Internationale communiste ont à réduire à l'impuissance de nuire les éléments qui voudraient se servir de la pénible situation de votre parti pour lui créer des obstacles.

Les travailleurs italiens doivent apprendre à former leur unité *par en bas*, avec les chefs, si les chefs y consentent, sans les chefs ou contre eux si les chefs sabotent la cause de l'unité. La situation actuelle pour les ouvriers italiens, ce n'est pas de réunir, pour la seule satisfaction de Vella et du « Comité de Défense », des congrès nouveaux infiniment dangereux pour le parti. Leur tâche vitale, c'est d'appliquer la résolution du Congrès de Rome du Parti socialiste italien, de s'unir enfin à l'Internationale communiste et de se jeter, avec tous les prolétaires révolutionnaires du pays, dans la lutte économique et politique contre la sinistre réaction fasciste.

G. ZINOVIEV.

Le Congrès du Parti Socialiste Italien

Le Congrès extraordinaire du Parti socialiste d'Italie, qui a eu lieu à Milan, du 15 au 17 avril, devait consacrer l'adhésion du P.S.I. à l'I.C., ainsi que la fusion avec le P.C. dans le sens de la résolution adoptée au 4^e Congrès de Moscou sur la question italienne.

La situation actuelle en Italie n'a pas permis une bonne préparation du Congrès et de toutes les discussions préalables. Une partie des fonctionnaires du parti s'étaient prononcés contre la résolution du 4^e Congrès sans même attendre le retour de la délégation socialiste envoyée à Moscou. Leur résistance fut renforcée du fait que beaucoup de membres du parti tenaient — et non pas sans quelque raison, vu la répression que provoque infailliblement le seul nom du Parti communiste — pour la conservation de l'ancienne appellation du P. S.

A la vérité, le P.S.I. n'était pas préparé à une fusion avec le P.C. Serrati, leader du parti et de la fraction fusionniste, est arrêté et des mandats d'arrêt sont lancés contre les principaux protagonistes de la fusion. Ceux-ci ne pouvaient donc travailler avec beaucoup de succès ; ils étaient trop exposés aux persécutions des fascistes. Les antifusionnistes avaient la majorité de la bureaucratie du parti, des rédactions, des députés et disposaient des centres les plus importants du parti. Mais les masses du P.S. étant pour l'I.C., les adversaires de celle-ci dissimulent leur pensée véritable derrière la question du nom et de la fusion.

9.229 membres étaient représentés au Congrès (32.000 avaient été représentés l'an dernier à Rome). Les anti-fusionnistes ont obtenu 4.364 voix ; les fusionnistes avec Lazzari (qui votait pour la fusion, mais revendiquait — par 300 voix — la conservation du nom P.S.) en ont eu 3.968. Dans l'organisation de la Jeunesse, les fusionnistes ont eu 80 % des voix.

La fraction antifusionniste n'est pas homogène. Ses chefs sont plus ou moins hostiles à l'I.C., mais ne peuvent l'attaquer ouvertement, connaissant l'état d'esprit des masses. Ils ont porté à la direc-

tion du parti Vella dont l'exclusion avait été posée comme condition par l'I.C. ; ils n'ont pas accordé de représentation dans la direction et la rédaction de l'*Avanti* à la minorité qui comprenait 42 % du congrès. Le leader de la majorité actuelle, Nenni, veut un Parti socialiste indépendant ; un autre courant anti-fusionniste veut pourtant s'unir aux communistes et non à la gauche du parti réformiste ; il y a, enfin, des éléments antifusionnistes qui poursuivent l'élimination des communistes et le « front unique » avec les réformistes. Toutes ces tendances restent encore masquées, car ceux qui les suivent sont en majorité pour l'I.C., et la force des fusionnistes grandit. Dans de nombreuses fédérations importantes (Rome, Naples, Trieste, Toscane, Milan, etc.), ceux-ci ont sinon la majorité, du moins une force égale à celle de leurs adversaires.

Dans cette situation, les fusionnistes ont préféré demeurer dans le parti et prendre une décision définitive au Congrès extraordinaire du parti qui doit avoir lieu cette année et où ils espèrent contenir la majorité. Leur force et leur résolution ont produit une forte impression. La portée de la victoire de leurs adversaires est bien diminuée, ce que les commentaires de la presse bourgeoise et réformiste et le ton même de l'*Avanti* soulignent.

Le congrès n'a donc pas apporté de solution à la crise du P.S.I. Les forces du P.S. seront paralysées jusqu'au prochain congrès par les luttes des fractions et la réalisation du bloc des forces révolutionnaires du prolétariat italien est de nouveau différée. En présence de l'opposition bourgeoise au fascisme, opposition qui commence à prendre des formes plus fermes, et de la fermentation des masses prolétariennes déçues par la dictature de Mussolini, ces atermoiements portent le plus grand préjudice aux intérêts de la classe ouvrière italienne. A nos amis du P.S.I. de les abréger par la conquête rapide de la majorité du parti.

Mathias RAKOSI.

Chronique Internationale

BULGARIE

Dans les pays essentiellement agricoles tels que les Balkans, la classe ouvrière ne peut assumer les responsabilités du pouvoir qu'ensemble avec les petits paysans. On doit y parler non pas d'un gouvernement ouvrier, mais d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais il n'y a pas en Bulgarie de parti des paysans pauvres avec lesquels nous puissions former le front uni et, par la suite, un gouvernement. L'Union Agraire comprend bon nombre de paysans moyens enrichis ; l'ancienne et la nouvelle bourgeoisie rurale y jouent un rôle dirigeant.

Le Parti Communiste et l'Union Agraire combattent tous les deux la bourgeoisie des villes et ses partis. Mais cette activité parallèle provisoire exclut toute coalition. La lutte de l'Union Agraire et de son gouvernement contre la coalition bourgeoise s'explique par l'antagonisme entre la bourgeoisie urbaine et rurale.

Le gouvernement paysan utilise la haine des masses laborieuses villageoises contre les anciens partis bourgeois pour combattre ceux-ci au nom du « pouvoir du peuple ». Querelle de coterie. Le gouvernement paysan défend jalousement son pouvoir contre le bloc bourgeois, mais n'a pas imposé les capitaux de la bourgeoisie urbaine, n'a pas limité la spéculation financière, n'a pas renoncé à la politique nationaliste et réactionnaire des anciens partis, n'a pas dissous les ligues militaires et les bandes fascistes. Au contraire : il s'est empressé d'abolir les quelques lois ouvrières, d'augmenter les impôts pesant sur les masses laborieuses, etc. Aussitôt que les intérêts communs de la bourgeoisie des villes et des campagnes sont menacés par le communisme, le gouvernement paysan se rapproche du bloc bourgeois, son adversaire, et réprime avec son concours.

Il n'y a pas, dans l'Union Agraire, de gauche avec laquelle notre parti communiste pourrait s'entendre. La « gauche » de l'U.A. ne doit pas être confondue avec les masses de petits paysans et de paysans pauvres dont le mécontentement encore inconscient augmente de jour en jour.

M. Stamboliski, président du Conseil, est à la tête de la « gauche » de l'Union Agraire. La bourgeoisie rurale peut être divisée en deux groupes : celui des grands propriétaires et des usuriers de village qui ont passé à l'U.A. pour bénéficier des avantages du pouvoir, celui, plus nombreux, des paysans enrichis et des spéculateurs de la campagne. Ces derniers éléments forment une « gauche » qui veut gouverner seule. Pour s'assurer l'appui des masses laborieuses rurales force leur est de faire de la démagogie et de suivre une politique de « réformes ».

La rivalité entre la droite et la gauche a déjà causé une crise dans l'Union Agraire. Après cette épuration, les violences du gouvernement Stamboliski contre les communistes ne firent que redoubler. A la veille des élections communistes du 11 février 1923, le gouvernement organisait des agressions nocturnes, conduites par la police contre les locaux du P.C. ; dans plusieurs villes il fit arrêter des centaines de camarades dont beaucoup furent odieusement maltraités. A Varchetz, par exemple, nous eûmes plusieurs blessés. Pour séparer le prolétariat de la ville des masses laborieuses du village, l'Union Agraire, promulgua une nouvelle loi électorale abolissant en réalité la représentation proportionnelle.

Mais le mécontentement croissant des petits paysans et des paysans pauvres est un fait... La moitié des membres du Parti Communiste et les deux tiers de ses électeurs sont paysans. Ces masses laborieuses rurales commencent déjà à s'insurger contre la politique du gouvernement paysan. Notre presse a contraint le gouvernement Stamboliski à faire juger les ex-ministres responsables de la guerre et à faire des concessions — formelles, il est vrai — aux paysans pauvres. Le front uni du Parti Communiste et des masses laborieuses de l'U.A. même, se forme parfois spontanément contre la bourgeoisie des villes et des campagnes.

Dans les campagnes, notre action tend à 1° soustraire les grandes masses rurales à l'influence de l'U.A. des partis bourgeois ; 2° orienter à gauche les petits paysans et les paysans pauvres organisés dans l'U.A. et formant son corps électoral. Nous avons dans cette voie obtenu de grands succès.

Trois possibilités sont à envisager : 1° l'U.A. élimine les leaders et les éléments dirigeants de la bourgeoisie rurale et cherche, en tant que parti paysan petit-bourgeois, l'appui du Parti Communiste contre le danger du retour au pouvoir des anciens partis bourgeois, c'est-à-dire de la réaction bourgeoise ; 2° une scission s'y produit ; la majorité des petits paysans et des paysans pauvres posent les bases d'un nouveau parti paysan avancé tendant à l'action commune avec les masses paysannes du P.C. ; 3° de plus en plus nombreux les petits paysans et les paysans pauvres de l'U.A. passent au P.C. ; l'U.A. devient de plus en plus un parti de la bourgeoisie rurale nettement réactionnaire et finit par se coaliser avec la bourgeoisie urbaine. La grande corruption de l'U.A. rend la première éventualité peu probable ; la seconde serait conforme à un développement normal des événements ; la troisième se produirait en cas de crise révolutionnaire ; la majorité des petits paysans et des paysans pauvres de l'U.A. passeraient alors à la révolution. Nous la considérons pour le moment comme la moins vraisemblable.

On voit pourquoi le parti songe à réaliser le front uni non avec la gauche de l'U.A., mais avec les masses des petits paysans qui suivent cette union.

Mais que serait le gouvernement ouvrier et paysan que le P.C. bulgare préconise ? Un gouvernement parlementaire reposant sur les principes de la démocratie bourgeoise ou un gouvernement des soviets ?

Il ne peut y avoir en Bulgarie ni gouvernement ouvrier tel qu'on en a vu en Australie, ni gouvernement social-démocrate tel qu'on en a vu en Allemagne ; car il n'y a ni parti travailliste ni parti social-démocrate important. Ces gouvernements « ouvriers » sont des instruments de la bourgeoisie ; le Parti Communiste ne peut ni les soutenir ni y participer.

Le gouvernement ouvrier et paysan que nous préconisons n'est pas encore celui des soviets. Tout gouvernement des soviets en Bulgarie et dans les Balkans sera nécessairement un gouvernement ouvrier et paysan, mais tout gouvernement ouvrier et paysan n'y sera pas nécessairement un gouvernement des soviets. Un gouvernement ouvrier et paysan peut reposer sur les principes de la démocratie bourgeoise et, dans certaines conditions, le Parti Communiste peut le soutenir ; mais ce n'est pas là, en Bulgarie, une étape historique inévitable vers le soviétisme, pas plus que le gouvernement ouvrier n'est une étape inévitable vers la dictature du prolétariat dans les pays industriels.

Une grande crise révolutionnaire peut hâter la désagrégation de l'Union Agraire de sorte qu'un parti paysan radical n'ait pas le temps de se cristalliser et que les masses laborieuses de la campagne passent au P.C. Le prolétariat révolutionnaire et les masses paysannes qui le suivent peuvent conquérir le pouvoir politique et établir immédiatement le gouvernement des soviets. Une telle crise peut éclater si la bourgeoisie engage le peuple bulgare dans une guerre nouvelle, surtout dans une guerre contre la Russie ; ou bien à la suite d'un coup d'Etat de la coalition des anciens partis bourgeois qui allumeront la guerre civile dans le pays.

Ce gouvernement ouvrier et paysan doit assumer le pouvoir en vertu d'un programme défini qui réunisse les ouvriers et les paysans travailleurs en les opposant à la bourgeoisie. Ce programme repose sur l'armement des ouvriers et des paysans et la participation croissante des organisations ouvrières et paysannes au contrôle et à l'administration du pouvoir. Les principales revendications en ont été formulées par le P.C. Ce programme peut être étendu ou diminué selon les circonstances du moment, la gravité de la crise et l'influence réelle du P.C. Le gouvernement ouvrier et paysan maintiendra-t-il le suffrage universel ? l'élargira-t-il en accordant le droit de vote aux femmes et en abaissant la limite d'âge des électeurs, en privant du droit de vote les grands capitalistes, les usuriers, les banquiers et les propriétaires fonciers ? Légalisera-t-il les soviets ouvriers et paysans et leur participation croissante au pouvoir, etc. ? Autant de questions

dépendant du degré de la crise révolutionnaire et de la puissance du Parti Communiste, qu'il serait vain de vouloir trancher aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, le gouvernement ouvrier et paysan libérera entièrement les masses des illusions de la démocratie bourgeoise.

Il importe surtout de souligner aujourd'hui que le gouvernement ouvrier et paysan ne peut être conquis et maintenu que par l'action révolutionnaire des masses et qu'il ouvrira inévitablement une époque de luttes de classes. La bourgeoisie ne capitulera pas devant lui. Il faudra briser sa résistance. Les conseils ouvriers et paysans si nécessaires au prolétariat de tous les pays pour la conquête du pouvoir politique, sont plus nécessaires encore au prolétariat des Balkans. Dans les pays industriels, le prolétariat possède de puissants syndicats, d'autres organisations, des comités d'usines, etc. sur lesquels il peut s'appuyer ; dans les pays agricoles tels que le nôtre ces organisations prolétariennes sont beaucoup plus faibles et les conseils ouvriers et paysans deviennent les organes uniques de la conquête du pouvoir.

Dans les pays des Balkans, le gouvernement ouvrier et paysan constituera une étape de la révolution prolétarienne. Il ne comporte aucun danger d'illusionisme réformiste ni de défaite du mouvement révolutionnaire si les trois conditions essentielles que voici sont réalisées : 1° la paysannerie laborieuse avec laquelle le Parti Communiste est prêt à collaborer, voire à prendre le pouvoir, rompt définitivement avec la bourgeoisie rurale ; 2° le Parti Communiste et les masses paysannes ou leur parti s'unissent sur des revendications déterminées exprimant les intérêts vitaux immédiats des ouvriers et des petits paysans ; 3° le Parti Communiste ne perd ni n'affaiblit à aucun moment son organisation propre.

En ce moment, le bloc des partis bourgeois rêve de ressaisir le pouvoir par un coup d'Etat ; l'Union Agraire veut se maintenir au pouvoir par l'exclusion des chefs de la droite et par des nouvelles élections parlementaires. Le Parti Communiste s'adresse aux travailleurs des villes et des campagnes et leur dit : « La bourgeoisie urbaine faillie ne doit pas prendre le pouvoir, le pouvoir ne doit pas rester à la bourgeoisie rurale qui a trompé les petits paysans et les paysans pauvres et peut, un jour prochain, s'unir à la bourgeoisie réactionnaire des villes. Le pouvoir aux ouvriers et aux paysans ! »

Ch. KABAKTCHIEV.

G. ZINOVIEV

N. LÉNINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE ET COMMUNISME

Réponse à Trotsky

Nous avons publié (B. C. du 12 avril) un article de Léon Trotsky, article dans lequel le chef de l'armée rouge réfutait avec une grande force certaines opinions émises dans la Vie ouvrière par le camarade Robert Louzon.

Louzon a répondu à Trotsky dans la Vie ouvrière du 28 avril. Nous reproduisons ci-dessous cette réponse, que le Bulletin Communiste appréciera, par l'entremise d'un de ses collaborateurs, dans un tout prochain numéro.

Dans son discours au quatrième Congrès de l'Internationale Communiste et dans un récent article, Trotsky a exposé sa conception des rôles respectifs du Syndicat et du Parti Communiste.

L'idée essentielle de Trotsky est identique à l'une des idées fondamentales mises en avant par le syndicalisme révolutionnaire : la classe ouvrière a besoin d'une minorité organisée et consciente pour l'encadrer, la classe ouvrière ne parvient pas, en même temps dans sa totalité à la conscience de classe ; il faut que la fraction du prolétariat qui est parvenue la première à cette conscience s'organise séparément et conduise le reste à l'action. Cette fraction du prolétariat, nos camarades russes ont coutume de l'appeler « l'avant-garde » du prolétariat ; les syndicalistes révolutionnaires l'avaient appelé la « minorité agissante ». Ce sont les minorités agissantes seules que les syndicalistes révolutionnaires appelaient à constituer les syndicats. En fait, c'est encore elles presque seules qui constituent les syndicats de la C. G. T. U.

Donc, sur cette question primordiale, la nécessité du groupement de l'élite ouvrière en un organisme particulier—destiné à servir de cadre et à entraîner à la lutte l'ensemble de la classe ouvrière, identité de vues complète entre le syndicalisme révolutionnaire et Trotsky, identité que Trotsky lui-même a d'ailleurs signalée.

Mais reste à résoudre la seconde question ; sur quel terrain, sous quelle forme est-il préférable qu'en France s'organise l'élite ouvrière ? Nous disons, nous : sous la forme syndicale. Sous la forme syndicale, parce que le syndicat français est une organisation de classe beaucoup plus pure que le Parti, et parce qu'en fait, le syndicat s'est révélé comme étant la seule forme d'organisation qui ait pu en France mener une action révolutionnaire.

Tout en conservant son caractère d'un groupement limité à l'élite, le syndicat français, par sa composition et par ses modes d'action, est une organisation strictement prolétarienne.

Il est strictement prolétarien par sa composition, en raison même des conditions de son recrutement.

Quelles que soient leurs idées ou leurs conceptions, les bourgeois n'y ont point accès. Les syndicats refusent l'entrée dans leurs rangs, même aux contremaîtres, et il est à espérer que les admissions au sein de la C. G. T. U. de syndicats comme celui de la médecine sociale et celui des auteurs dramatiques resteront à l'état de faits isolés.

Comme mode d'action, le syndicalisme n'admet que l'action directe contre le patronat et l'Etat. Il ignore les cadres politiques de la bourgeoisie, dont il entend se tenir rigoureusement à l'écart. Non seulement le syndicat ne participe point aux élections, mais la plupart des syndicats interdisent à leurs fonctionnaires de se prévaloir de leurs fonctions syndicales s'ils veulent faire acte de candidat, et, si ceux-ci sont élus, ils doivent abandonner leurs fonctions.

Le syndicat français est donc l'affirmation de classe la plus catégorique qui soit. Il est l'expression sous sa forme la plus radicale de la rupture entre le prolétariat et la bourgeoisie : pas de bourgeois ou de demi-bourgeois dans les syndicats, pas de participation des syndicats aux institutions politiques de la bourgeoisie. Rupture totale entre les classes : la classe ouvrière se suffit à elle-même, elle ne veut connaître la bourgeoisie que pour la combattre.

Le parti dit politique français ne présente rien de semblable. Il est ouvert à chacun, quelle que soit sa classe. C'est sa confession de foi, non son métier, qu'on demande au postulant. Cela a abouti au résultat suivant :

Ce qui constitue l'armature du Parti Communiste français, tout comme des partis socialistes qui l'ont précédé, ce sont les petits bourgeois, les intellectuels, les artisans, commerçants, paysans, fonctionnaires, et non point les véritables prolétaires, ouvriers d'usines travaillant à la journée, n'ayant point la propriété de leur emploi. Ce sont ceux-là et non ceux-ci qui constituent le gros des troupes du parti, et ce sont eux surtout qui en constituent les cadres, secrétaires de sections, de fédérations, députés, etc.

Il n'y a point de comparaison à faire à ce sujet entre le parti français et le parti allemand. J'ai eu l'occasion d'assister, il y a quelque temps, à Essen, à une réunion des hommes de confiance du Parti Communiste. Il y avait là une centaine d'assistants qui tous étaient ostensiblement des ouvriers sortis de leur usine quelques heures auparavant. Même dans les régions les plus exclusivement ouvrières de France, jamais une assemblée des secrétaires et trésoriers de sections n'aurait présenté un tel caractère ouvrier.

Nos camarades russes ont d'ailleurs pu toucher du doigt, au dernier Congrès de Moscou, les difficultés qu'il y a à sortir de cette situation.

Alors qu'on venait de voter une résolution insistant sur la nécessité de prolétarianiser les postes

dirigeants du Parti français, on nommait comme délégués de ce parti à l'Exécutif de l'Internationale un ancien fonctionnaire d'Etat, devenu depuis longtemps fonctionnaire du parti, Frossard, un journaliste, Souvarine, et un étudiant, Duret.

Tant qu'il y aura, en France, un syndicalisme révolutionnaire actif, cette situation durera, la plupart des militants ouvriers, trouvant dans le syndicat un terrain très suffisant au déploiement de leur activité révolutionnaire.

Faut-il ajouter que le parti agit dans les cadres de la vie politique bourgeoise, et que ces cadres sont, en France, les cadres de la démocratie, c'est-à-dire ceux où il est le plus difficile de pratiquer la lutte de classes. En fait, malgré la présence d'un Lafargue et d'un Guesde, jamais aucun parti politique en France n'a pu, depuis la Commune, faire figure un seul instant de parti révolutionnaire.

La question des rapports entre les syndicats et le Parti Communiste (je parle toujours, bien entendu, de la France), n'est donc point du tout une question de rapports entre deux fractions d'une même classe, entre le gros et l'avant-garde de la classe ouvrière ; c'est une question de rapports entre deux classes différentes, entre l'élite de la classe ouvrière, d'une part, et des petits-bourgeois pénétrés plus ou moins d'idéologie révolutionnaire, d'autre part.

Si la classe ouvrière française montre tellement de répugnance à ce que se nouent des liens permanents entre l'organisation syndicale et le parti, ce n'est point par la crainte qu'éprouve une masse à être entraînée trop loin par son avant-garde, c'est par crainte d'être conduite par la petite bourgeoisie dans l'ornière de la démocratie.

R. LOUZON.

VIENT DE PARAITRE

Karl RADEK

La Tactique communiste et l'Offensive du Capital

Une brochure : 1 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

A nos Lecteurs

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Ceci pour éviter des difficultés avec la Poste et des retards dans l'expédition du journal.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné⁽¹⁾ _____

demeurant à⁽²⁾ _____

déclare souscrire un abonnement de⁽³⁾ _____ au Bulletin Communiste.

Ci-joint la somme de _____ francs⁽⁴⁾.

Signature :

(1) Noms et prénoms.

(2) Adresse.

(3) 3 mois, 6 mois, 1 an.

(4) Prix de l'abonnement : 3 mois, 7 fr. ; 6 mois, 13 fr. ; 1 an, 26 fr.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

TOMSON

Ces minuscules Etats pirates, inventés aux temps de l'intervention par des colonels britanniques, sont aussi des Etats-bourreaux. Esthonie, Lettonie, Lituanie, républiques démocratiques et socialistes-mocrales, sans production, sans histoire, sans culture, sans importance d'aucune sorte, ne vivent, économiquement, qu'en prélevant un tribut sur le transit des marchandises entrant en Russie ou sortant de Russie — et politiquement que de la répression du Communisme. Par leur façon de se procurer de quoi payer leurs ministres, leurs espions et leurs timbres-poste elles rappellent les barons du XI^e siècle qui rançonnaient les voyageurs à la tête des ponts. Par leur abominable régime de répression elles s'avèrent ce qu'elles sont aux jours de Mussolini et de Poincaré : les avant-postes de la réaction internationale contre la Russie des Soviets.

La mort du leader communiste Kinguissép, assassiné l'an dernier à Reval, est présente à toutes les mémoires. Le sang de Kreuks, autre communiste esthonien, assassiné à Reval dans les derniers jours de mars, n'a pas encore eu le temps de sécher, que nous apprenons l'assassinat, juridique, cette fois, de Tomson...

Tomson : un ouvrier que l'on a fusillé à Reval le 3 avril à l'aube, pour crime unique de communisme. Condamné à mort depuis septembre 1922, il devait bénéficier de l'amnistie stipulée par le traité de paix russo-esthonien. La Russie le réclamait, le Ministère des Affaires étrangères de Reval n'objectait rien... Et, le 3 avril, à l'aube, le peloton d'exécution est venu quérir ce révolutionnaire qui l'attendait stoïquement depuis cent quatre-vingt-dix jours et plus...

Les agences bourgeoises de grande information n'ont pas annoncé cette exécution. La presse socialiste qui reçoit les journaux russes n'a pas cru qu'elle méritait les mentions en trois lignes accordées aux déplacements des farbins royaux en retraite.

Ah, si c'était un archevêque espion et contre-révolutionnaire, ou une vieille fripouille de général à Koltchak passé par les armes en Russie affamée, quelle indignation des consciences socialistes et bourgeoises ! — Mais un Tomson, et en Esthonie ! Qu'est-ce que ça peut bien faire au *Populaire* ou au *Vorwaerts*, je vous le demande ? Quant aux journaux bourgeois, ils pensent que c'est toujours un ennemi de moins...

Ni les uns ni les autres n'ont remarqué, alors que la grande presse, les clergés, les diplomates, le Pape et Pilsudski protestaient contre l'implacable et juste justice révolutionnaire faite à Monseigneur Budkiewicz, que les dépêches d'Irlande annonçaient la *Soixante-dixième* exécution de pri-

sonniers républicains en moins de trois mois !...

Ni les uns ni les autres ne daignent remarquer, après les assassinats de Kinguissép et de Kreuks, celui de Tomson. Mais le silence approbateur des journaux bourgeois est logique. Celui de la presse socialiste n'est que fourbe.

R. ALBERT.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

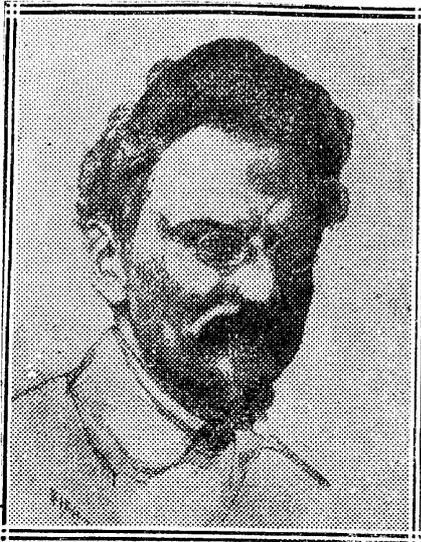
En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.



UN ÉVÈNEMENT DANS LA LIBRAIRIE

Par les soins de la Librairie de l' « Humanité », prochainement paraîtra le nouveau livre de

LÉON TROTSKY

consacré à la Révolution russe de 1905

Traduit par PARIJANINE

C'est une œuvre d'un intérêt extraordinaire qui dépasse de beaucoup tout ce qui a été écrit sur la Révolution russe.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux chefs d'une Révolution qui ouvre une ère nouvelle dans l'Histoire de l'humanité.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux dirigeants de la première République prolétarienne, la République des Soviets de Russie, qui couvre un sixième de la surface des continents,

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des plus grands orateurs révolutionnaires, un brillant polémiste, un dialecticien de premier ordre, un théoricien érudite,

Léon TROTSKY est aussi un grand écrivain et un historien.

1905 son nouveau livre, éclaire d'une vive lumière toute l'histoire de la Révolution russe.

1905 n'explique pas seulement la Révolution de 1905, elle explique aussi celle de 1917. On ne peut comprendre celle-ci sans connaître la première.

1905 est indispensable à quiconque s'intéresse à la Russie, à la Révolution, au mouvement ouvrier mondial.

1905 a sa place marquée dans toutes les bibliothèques et sur la planchette à livres du plus humble militant.

1905 PARAITRA TRÈS PROCHAINEMENT

1905

PAR

Léon TROTSKY

Un magnifique volume grand in-octavo de 400 pages dont 19 PLANCHES HORS-TEXTE (2 en couleurs) sur papier glacé

- Prix de souscription -

- - - 12 francs - - -

- Après la parution -

- - - 15 francs - - -

Tous ceux qui veulent profiter du prix réduit de 12 fr, doivent se hâter. Le livre paraîtra bientôt. A dater de la mise en vente, le prix sera de 15 francs.

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

Autres œuvres de TROTSKY :

Terrorisme et Communisme 7 »

Nouvelle Étape 4 »

Entre l'Impérialisme et la Révolution 4 »

Les trois livres : 15 francs

Les souscripteurs de « 1905 » qui commanderont aussi ces trois volumes ne les paieront que :

12 francs les 3

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné (nom et prénoms).....

Adresse

Localité, département

vous adresse la somme de :

12 francs (14 francs pour recevoir par poste, recommandé, montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution.

24 francs (28 francs pour recevoir par poste, recommandé, montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution, et des 3 livres de Trotsky déjà parus.

(Biffer la mention inutile).

Envoyer ce bulletin à M. HENRI SUCHET, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e). — Chèque postal : 25-517.

**CEUX QUI VEULENT LE LIVRE RELIÉ AJOUTERONT :
6 fr. 75 pour une reliure en basane: 10 fr. pour une reliure chagrin**